

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 12 décembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 20 décembre 2024

*L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf décembre , à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TORRES – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – M. BALABAN -

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. RAMBAUD à Mme TORRES
- M. KHALID à Mme HENRY
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à M. DEMAUMONT
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme LOISEAU à Mme PASCAUD

**ABSENTS ET EXCUSES :**

- M. BA
- M. TAVARES
- Mme PRIEUX

**ABSENTS :**

- Mme PERIERS

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme CAYOUX

**OBJET :**  
**Création d'un emploi permanent d'adjoint administratif territorial et autorisation de recrutement de contractuel**

**OBJET :**  
**Création d'un emploi permanent d'adjoint administratif territorial et autorisation de recrutement de contractuel**

**Directrice de secteur :** Mme Laurence SURIEU

**Service :** Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par :** Mme Ilda DE FERRAN

**Mme HEUGUES :** aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu de la technicité et des connaissances requises pour assurer les missions de gestionnaire en ressources humaines, la Ville de Chalette sur Loing souhaite créer à compter du 1<sup>er</sup>/01/2025, un emploi permanent d'adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de gestionnaire des ressources humaines

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière administrative du cadre d'emplois des adjoints administratifs au grade d'adjoint administratif territorial. Si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie C de la filière administrative conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera alors recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans. Ce recrutement sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du cadre d'emploi des adjoints administratifs au grade d'adjoint administratif territorial.

Elle sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent contractuel ainsi que son expérience.

Au regard de ces éléments il est donc proposé au Conseil municipal :

- de créer un emploi permanent d'adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de gestionnaire des ressources humaines
- dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, d'autoriser Monsieur le Maire à recruter éventuellement un contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

**Vu** le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.2, L.7 et L.332-8 2°,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** la délibération relative au régime indemnitaire

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** le besoin de la Ville de Chalette sur Loing,

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**APPROUVE :**

- la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif territorial à temps complet pour exercer les fonctions de gestionnaire des ressources humaines,
- la modification, en conséquence, du tableau des effectifs,
- que, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, Monsieur le Maire recrute un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique et à signer le contrat afférent.

**PRECISE :**

- que ce contrat sera d'une durée initiale de 3 ans renouvelable expressément, dans la limite maximale de 6 ans ;
- que la rémunération sera fixée en référence à l'échelle indiciaire du grade d'adjoint administratif territorial et du cadre d'emploi des adjoints administratifs.
- que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.
- que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>29</b>	
Votes pour	<b>29</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Ne prend pas part au vote	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*

POUR LE MAIRE EMPECHE. PAR SUPPLEANCE  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Mme Marie-Madeleine HEUGON

Franck DEMAUMONT.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241224-DEL\_2024\_1213-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241224-DEL\_2024\_1213-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

